

<b>1973</b>	<b>Source :</b> <i>La Revue nouvelle</i> <b>N° 4 avril 1973</b>
-------------	---

## **Anatomie du sionisme**

**Marcel Liebman**

Expression moderne du nationalisme juif ? Ou de l'antique aspiration d'un peuple à retrouver sa patrie ? Modalité juive de l'entreprise colonialiste européenne prolongée au-delà de son cadre historique classique ? A toutes ces définitions du sionisme, nous en préférons une autre dont le caractère polémique n'est qu'apparent : le sionisme est une réplique réactionnaire à un phénomène réactionnaire, l'antisémitisme contemporain.

### **Réactionnel et réactionnaire**

Une réplique réactionnelle. Que le sionisme réponde directement à l'antisémitisme et soit en cela même différent des rêves messianiques juifs qui voyaient dans le retour à Sion l'avènement d'une humanité réconciliée avec Dieu, se démontre aisément. Les premiers départs relativement massifs de colons juifs vers la Palestine se situent en effet en Russie dans les années 1880, à la suite d'une vague de pogroms particulièrement sanglants. C'est dans des circonstances identiques qu'un des principaux idéologues sionistes, Léon Pinsker, écrivit *L'auto-émancipation*, première apologie systématique de la renaissance d'un Etat juif. Quant à Théodore Herzl, fondateur du mouvement sioniste, sa conversion à un certain nationalisme juif date de l'affaire Dreyfus et fut une réplique à cette première manifestation spectaculaire de l'antisémitisme français. A quoi s'ajoute cette observation : dans l'histoire de la colonisation sioniste de la Palestine, les grandes vagues d'immigration furent, jusqu'à la création de l'Etat d'Israël, autant de réponses à la recrudescence de la persécution antisémite en Europe. Le parallélisme du phénomène politique et du phénomène démographique est ici frappant.

Réactionnel, le sionisme est aussi réactionnaire. Il l'est intrinsèquement, autant que par ses alliances et par les conséquences qu'il a produites. Son apparition se place a un moment où les conditions économiques et sociales qui constituaient le support des principales collectivités juives étaient en voie de disparition. Dans l'Occident Médiéval, en effet, et dans l'Europe orientale précapitaliste, la « spécificité juive » - ce « mystère d'Israël » assurant la pérennité à un peuple sans territoire et sans organisation étatique

-- s'expliquait fondamentalement par l'utilité et l'homogénéité que conférait aux Juifs l'exécution de tâches économiques marginales (commerce, y compris celui de l'argent) dans un système où l'échange et le prêt tenaient une place secondaire. C'est l'apparition et le développement du capitalisme commercial ou industriel qui provoquèrent la fin de ce « monopole juif », et la diversification des fonctions économiques remplies par les Juifs. Ce dernier phénomène permit leur assimilation progressive et c'est, en effet, ce qui se produisit en Europe occidentale jusqu'à la fin du XIXe siècle. Malheureusement, la naissance et les progrès du capitalisme se déroulèrent, particulièrement en Europe de l'Est, dans un climat politique et culturel détestable : l'hostilité, notamment religieuse, envers les Juifs y fut exploitée par le pouvoir politique et provoqua une détérioration catastrophique de leur condition.

Cet antisémitisme violent entraîna de multiples réponses : beaucoup de Juifs choisirent l'émigration vers l'Occident ; d'autre part, les premières organisations juives de masses, groupées au sein du mouvement socialiste, choisirent de s'en prendre aux racines du mal en combattant les forces réactionnaires dont l'antisémitisme n'était qu'une manifestation parmi d'autres. Le sionisme naissant préconisa, pour sa part, une autre solution : faire fond sur le nationalisme juif à un moment où s'effritait son conditionnement socioéconomique, le ranimer et lui offrir pour cible la conquête d'un territoire et la création d'un Etat. Ce qui achève d'en révéler la nature, c'est le choix de ses ennemis et de ses alliés. D'emblée, les rapports entre le mouvement sioniste et le mouvement ouvrier -- singulièrement le mouvement ouvrier juif -- furent empreints d'hostilité. L'un et l'autre luttèrent pour conserver ou arracher l'allégeance des masses juives, surtout en Europe orientale, et, dans cette rivalité qui se prolongea pendant des décennies, l'avantage resta au socialisme : à la veille de la seconde guerre mondiale, malgré la crise du mouvement socialiste international, les socialistes juifs (que l'on trouvait avant tout dans le « Bund ») l'emportaient numériquement sur leurs adversaires sionistes.

## **Sionisme et impérialisme**

Le caractère des alliances conclues par le sionisme tout au long de son histoire n'est pas moins significatif. Son fondateur, Théodore Herzl, dont la pensée politique relevait, en général, d'un conservatisme parfois anachronique<sup>1</sup> plaçait son entreprise dans le cadre ou le sillage du colonialisme européen. Ecrivant dans les dernières années du XIXe siècle et au début du XXe, il jugeait en effet que « la colonisation ... est une idée moderne et dans les temps modernes, seules les nations avancées l'ont pratiquée, de telle façon que le philosophe de l'histoire peut dire : telle nation est en

---

<sup>1</sup> Voir l'intéressant article de P. Henriot, dans *Res Publica*, 1971, n° 1.

progrès car elle pratique la colonisation »<sup>2</sup> Et encore : « les nations, à partir de leur base nationale, se sont taillé des empires coloniaux qui font leur fortune. Acceptons la chance qui nous est offerte de devenir, à l'envers, une Angleterre en miniature. Commençons par avoir nos colonies »<sup>3</sup> En fait, Herzl commença par négocier avec les grandes puissances coloniales, telles que l'Allemagne et surtout la Grande-Bretagne, pour qu'elles acceptent de créer quelque succursale sioniste à leur empire. L'Angleterre surtout subjuguait le fondateur du sionisme : « La grande Angleterre, la libre Angleterre, l'Angleterre qui tient toutes les mers sous son regard, nous comprendra et comprendra nos buts »<sup>4</sup>. Et dans son livre *Der Judenstaat*, véritable charte du sionisme contemporain, le même Herzl suggéra de faire de l'Etat Juif un « protectorat de l'Angleterre »<sup>5</sup>, et, plus généralement, un « morceau de rempart contre l'Asie,... la sentinelle avancée de la civilisation (européenne.) contre la barbarie »<sup>6</sup>.

L'alliance avec l'impérialisme britannique permit en effet au sionisme d'obtenir son premier grand succès. C'est un ministre conservateur du gouvernement britannique, Lord Balfour, qui, en 1917, promit la constitution d'un « foyer national juif » en Palestine. La S.D.N., en accordant à la Grande-Bretagne un mandat sur ce pays, fit obligation à l'Angleterre de mettre cet engagement à exécution. Il va de soi que ni la Déclaration Balfour ni la décision de la S.D.N. ne furent soumises aux populations autochtones dont l'accord au projet sioniste parut à tout le monde aussi improbable que superflu. Certes, l'alliance entre le sionisme et l'impérialisme britannique fut troublée et difficile ; elle s'accompagna de heurts parfois violents. Elle n'en contribua pas moins décisivement à la création de l'Etat d'Israël. C'est en effet sous le mandat britannique que la présence juive décupla en Palestine. Les Juifs y étaient en 1918 50.000 environ, soit 7 % de la population totale ; malgré une politique de plus en plus restrictive des autorités britanniques, leur nombre atteignit en 1948, à la fin de la période mandataire, 650.000, soit un tiers de la population globale. Ce fut d'autre part l'intervention massive des troupes anglaises qui écrasa en 1936 une révolte palestinienne arabe également dirigée contre les colonialistes britanniques et contre la colonisation sioniste. Et c'est un observateur israélien qui a affirmé à ce propos que si « les événements de 1936... n'avaient pas eu lieu de la façon et au moment où ils survinrent, on peut douter que la communauté juive ait pu affronter huit ans plus tard la guerre d'indépendance »<sup>7</sup>.

On observera la permanence de cette alliance avec l'impérialisme occidental. L'intermède de l'idylle franco-israélienne à l'époque de la guerre d'Algérie et de l'expédition de Suez ayant été de courte durée, ce furent les Etats-Unis qui prirent la

---

<sup>2</sup> *Ibidi*, p. 115.

<sup>3</sup> Cité par A. Chouraqui, *Theodore Herzl*, Paris, Seuil, 1960, p. 279.

<sup>4</sup> Cité par I. Cohen, *Le mouvement sioniste*, Paris, Ed. de la Terre retrouvée, 1946, p. 75.

<sup>5</sup> Th. Herzl, *L'Etat juif*, Paris, Librairie Lipschitz, 1926, p. 95.

<sup>6</sup> *Ibidi*.

place de la Grande-Bretagne déclinante. Ben Gourion, pionnier s'il en est de la nation et de la puissance israéliennes, a expliqué ainsi une des principales motivations de sa politique : « pour ma part, je ne doutais plus que le centre le gravité de notre travail était passé de la Grande-Bretagne à l'Amérique, qui s'était assurée la première place dans le monde comme grande puissance »<sup>8</sup>. Entre une telle déclaration et la reconnaissance, au mois de décembre 1972, du régime de Thieu par le gouvernement israélien, la distance est moins grande qu'on serait tenté de l'imaginer. Cette alliance du sionisme et d'Israël avec les Etats-Unis est, en tout cas, multiforme et essentielle. Elle emprunte du côté américain les modalités les plus diverses (livraisons massives d'armes perfectionnées, aide financière considérable, soutien diplomatique parfois réticent mais toujours décisif, exonérations fiscales en faveur des organisations sionistes aux Etats-Unis et permettant un afflux constant et gigantesque de dollars vers Israël) et permet à ce petit Etat qu'est Israël de défier impunément et en permanence les décisions apparemment les plus contraignantes de l'ONU (sur l'évacuation des territoires occupés, l'interdiction des raids de représailles et le droit des réfugiés palestiniens au retour dans leurs foyers). Cette alliance avec l'impérialisme britannique, français et surtout américain est souvent présentée par les amis que compte Israël dans les milieux progressistes comme une nécessité circonstancielle et provisoire ou comme une regrettable erreur du gouvernement israélien. En réalité, on la retrouve tout au long de l'histoire du sionisme et elle tient à sa nature profonde.

### **Le sionisme et l'Occident**

Un « poste avancé » de l'Europe civilisée disait Herzl. L'implantation sioniste en Palestine<sup>9</sup> a en effet pris l'aspect d'une colonie de peuplement pratiquant une politique de ségrégation à l'égard d'une population autochtone dont, d'entrée de jeu, elle nia les droits et jusqu'à l'existence. Le slogan qu'afficha le sionisme dès sa fondation et qui constitua longtemps son apparente justification est, à cet égard, suffisamment parlant : « un territoire sans peuple à un peuple sans territoire ». Malheureusement pour les sionistes - et, surtout, pour les Palestiniens -- , ce territoire était habité. Et dès lors qu'il s'est agi, selon l'expression de Ben Gourion, de créer une Palestine « aussi juive que l'Angleterre est anglaise », le sionisme s'est trouvé contraint, malgré une idéologie quelquefois humanitaire, de pratiquer une action de spoliation systématique des Arabes de Palestine. L'analyse faite dans l'ensemble de ce numéro de *La Revue Nouvelle* nous

---

<sup>7</sup> Cité par E. Löbel, *Les Juifs et la Palestine*, préface de S. Geris, *Les Arabes en Israël*, Paris, Maspéro, 1969, p. 27.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 38.

<sup>9</sup> Il convient de la distinguer de l'implantation « traditionnelle » d'une population juive dont la présence en Palestine fut continue, qui vécut en bonne harmonie avec les Arabes et accueillit d'ailleurs avec hostilité la colonisation sioniste.

dispense de décrire un phénomène qui a abouti à l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens du pays qui est le leur <sup>10</sup> et à la réduction des Arabes de Palestine se trouvant sous contrôle israélien à la condition de citoyens de seconde zone. Cette volonté de maintenir, envers et contre tout, une totale hégémonie juive en Israël entraîne d'ailleurs pour la politique israélienne quelques-unes de ses plus sérieuses contradictions. N'en citons qu'une : le débat où s'affrontent depuis quelques années Les « territorialistes » qui soutiennent l'idée d'un « grand Israël » se heurtent en cette matière à l'objection des « personalistes » qui récusent une politique de conquêtes en soulignant que ces dernières mettraient en péril le poids numérique de la population juive face à une minorité arabe qui risquerait de devenir majoritaire. A ce cruel dilemme, le général Dayan croit avoir trouvé une solution en préconisant l'annexion de territoires dont les habitants (arabes) ne bénéficieraient pas de la nationalité israélienne : étrangers dans leur propre pays, ils n'hypothéqueraient plus l'hégémonie juive voulue par le sionisme<sup>11</sup>.

Le caractère foncièrement occidental de l'entreprise sioniste (dans ses origines, dans son fondement et dans ses alliances) fait finalement d'Israël une enclave étrangère au monde qui l'entoure et aboutit à des tensions de tous ordres. Certes la population d'origine occidentale est minoritaire en Israël, en comparaison de l'élément « sabra » (né en Palestine ou en Israël) et de l'élément juif oriental. Mais on sait à quel point ce dernier, malgré son poids numérique, est minorisé et souvent discriminé dans un Etat dont toutes les valeurs, les options et les orientations sont occidentales. Elles sont nombreuses les déclarations israéliennes attirant l'attention sur le danger de « levantisation » que courrait une population dont le malheur est précisément d'être installée au Levant. S'adressant à des sionistes américains, Dayan, avec la franchise brutale et presque sympathique qui est souvent la sienne, disait à ce propos : « L'intégration, quelle qu'elle soit, est difficile parce que nous sommes un Etat juif dans une région arabe, dans le Moyen Orient. Or nous n'appartenons pas à cette région arabe. Nous nous sentons plus proches des Juifs de Miami que des Arabes d'Amman, qui vivent à cent miles d'ici. Nous sommes des Européens, nous sommes des Occidentaux. Nous ne sommes pas du même bord qu'eux. Nous voulons vivre en paix avec eux, c'est tout. Notre technologie n'est pas la leur ; notre foi n'est pas la leur ; notre

---

<sup>10</sup> L'origine du problème des réfugiés palestiniens fait l'objet d'une interminable controverse entre partisans et adversaires de l'Etat d'Israël. Les premiers prétendent que leur exode fut volontaire ; les autres qu'il fut provoqué par des atrocités israéliennes. Disons que tout conflit armé provoque des mouvements de population et qu'en l'occurrence l'Etat d'Israël a systématiquement refusé de permettre aux réfugiés de réintégrer

<sup>11</sup> Il y aurait également une autre « solution » à ce dilemme sioniste. Un éditorialiste du plus grand quotidien israélien, *Ma'ariv*, la résumait ainsi en octobre 1967 : « Il faut... signifier aux Arabes qu'ils ne peuvent pas être libres de maintenir le taux de natalité le plus élevé du monde dans notre petit et pauvre pays » (cité par E. Löbel, *op. cit.*, p. 43). Pour sa part, le rabbin extrémiste Kahane a récemment créé un mouvement qui s'emploie à convaincre les Arabes d'Israël de s'exiler plus ou moins volontairement.

langue n'est pas la leur. Nos concepts, notre idéologie ne sont pas les leurs »<sup>12</sup>. En octobre 1972, le journal israélien *Haaretz*, d'autre part, se faisait l'écho de critiques formulées par quelques universitaires qui se plaignaient des conceptions d'ensemble de l'enseignement en Israël. L'un d'eux affirmait qu'« un étudiant du cycle supérieur ne connaît pas la différence entre un Tcherkesse et un Druze et ignore tout de l'histoire et de la géographie des pays qui l'entourent » parce que les cours sont centrés sur les phénomènes judéo-européens<sup>13</sup>.

On pourrait multiplier les exemples. Tous concourent à montrer l'extranéité de l'entité israélienne par rapport à son environnement et, partant, sa dépendance à l'égard du monde (impérialiste) occidental. Faut-il ajouter que l'appel constant à une émigration juive (surtout européenne) vers Israël et le renforcement des liens politiques et économiques avec les communautés juives occidentales par l'entremise de l'organisation sioniste mondiale contribuent puissamment à renforcer cette extranéité et cette dépendance ?

### **Sionisme et antisémitisme**

Logiquement alliée à l'impérialisme, l'entreprise sioniste s'est également liée à des forces non moins réactionnaires : celles du conservatisme européen, antisocialiste et quelquefois antisémite. Cette collusion entre les sionistes et la droite remonte aux origines mêmes du sionisme moderne. Citons encore Théodore Herzl. S'adressant aux dirigeants tsaristes dont il sollicitait le soutien, il leur fit valoir que si « l'établissement des Juifs a lieu en Palestine, les éléments radicaux seront obligés de se joindre au mouvement ». Par contre, ajoutait-il, « tout ce qui sera perdu pour le sionisme... deviendra un gain net pour les révolutionnaires »<sup>14</sup>. On tint un même langage à l'empereur Guillaume II qui y parut sensible et observa que « l'idée sioniste est à suivre car il ne faut pas manquer cette occasion d'affaiblir la puissance juive tout en portant un coup sérieux à la subversion socialiste »<sup>15</sup>. Certes, le mouvement sioniste eut aussi son aile gauche, dont le principal représentant fut B. Borokhov, mais cette tendance ne fut pas moins marquée d'eurocentrisme et d'impérialisme que l'ensemble de l'organisation. C'est Borokhov lui-même qui offrait aux Palestiniens la perspective suivante : « Les autochtones de la Palestine s'assimileront du point de vue économique et culturel à ceux qui introduiront l'ordre au pays... »<sup>16</sup>.

La liaison du sionisme avec les forces antisémites européennes n'est surprenante qu'à première vue. En réalité, il procède d'une logique qui parut évidente à Herzl lui-même. Convaincu, comme le sont tous les sionistes conséquents, que l'antisémitisme

<sup>12</sup> Cité dans M. Liebman, « Une tête de pont de l'Occident », in *Politique aujourd'hui*, n° 7-8, juillet-août 1970.

<sup>13</sup> *Haaretz*, 20 octobre 1972. Cité par Know, New York, novembre 1972.

<sup>14</sup> Cité par A. Chouraqui, *op. cit.*, p. 310-311.

<sup>15</sup> Cité par P. Henriot, *op. cit.*, p. 120.

<sup>16</sup> Cité par E. Löbel, *op. cit.*, p. 73.

est inévitable<sup>17</sup>, il souhaita que « d'honnêtes antisémites (soient) ... associés à l'œuvre (sioniste M.L.) pour y exercer en quelque sorte un contrôle populaire, tout en conservant leur entière liberté, précieuse pour nous »<sup>18</sup>. Et Herzl d'entreprendre concrètement la conversion au projet d'un Etat juif d'un des antisémites les plus notoires sinon les plus honnêtes de son temps, le ministre tsariste Plehve, responsable en 1903 des sanglants pogroms de Kichinev. Un témoin de la négociation rapporta à son propos que « Plehve... de tout son cœur... soutiendra un mouvement qui se propose de faire émigrer les Juifs sans esprit de retour »<sup>19</sup>. Il y a là bien plus qu'une circonstance fortuite. Quel est en effet le langage classique de l'antisémitisme ? L'élément juif est inassimilable : constituant dans les nations où il s'est introduit un corps étranger, il doit en être isolé et si possible évacué. Ou, plus lapidairement : « Les Juifs dans leur pays ». Les sionistes ne disent rien d'autre ; ils trouvent un égal intérêt – mieux : une raison d'être – dans l'émigration des Juifs quittant leur pays d'« adoption » pour la patrie en voie d'établissement, de consolidation ou d'expansion. Et de fait, ce sont les poussées de violence antijuive (pogroms russes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup>, génocide hitlérien des années '30 et '40) qui ont donné à la colonisation sioniste l'indispensable impulsion. De manière générale, tout sentiment de précarité et d'incertitude qu'éprouvent les Juifs profite à Israël qui y trouve un adjuvant et un semblant de justification. Toute explosion d'antisémitisme suscite dans le sionisme une réaction du type : « nous vous l'avions bien dit, la haine envers les Juifs est irréductible ; notre seule ressource est le départ pour Israël ». Le journal israélien *Haolam Haze*, dans son numéro du 20 avril 1966, a d'ailleurs révélé que l'émigration, en 1950 et 1951, des Juifs irakiens vers Israël avait été favorisée par des attentats antijuifs perpétrés à Bagdad par des commandos d'agents... israéliens<sup>20</sup>. Le cas est extrême, mais révélateur. Rien ne sert autant la cause sioniste que l'antisémitisme et l'insécurité juive ; rien ne l'affaiblit autant que le développement d'un climat de paix et d'apaisement international et intercommunautaire. Il y a plus de 70 ans, Herzl faisait remarquer au grand-duc de Bade, connu pour son libéralisme envers les Juifs : « Si l'attitude amicale envers les Juifs de Votre Altesse Royale était connue dans le monde, il y aurait un tel afflux chez vous que cela deviendrait une calamité »<sup>21</sup>. *A contrario*, la cause israélienne connut en 1967 un véritable triomphe, non seulement en raison de la défaite militaire des pays arabes, mais d'un immense mouvement de solidarité qui poussa des millions de Juifs à se rapprocher d'Israël qu'ils croyaient menacé d'extermination.<sup>22</sup> Si l'on

<sup>17</sup> « Parmi les populations, l'antisémitisme grandit de jour en jour, d'heure en heure, et doit continuer à grandir parce que les causes continuent à exister et ne sauraient être supprimées » (*op. cit.*, p. 84).

<sup>18</sup> Th. Herzl, *op. cit.*, p. 137.

<sup>19</sup> Cité par A. Chouraqui, *op. cit.*, p. 296.

<sup>20</sup> Cité par E. Löbel, *op. cit.*, p. 76.

<sup>21</sup> *The Diaries of Th. Herzl*, New York, 1956, p. 118.

<sup>22</sup> On sait que plusieurs généraux et hommes politiques israéliens ont reconnu en 1972 que les responsables de l'Etat hébreu n'ont jamais cru à la possibilité d'une défaite israélienne en 1967.

s'interroge aujourd'hui sur les causes de l'intransigeance d'Israël et sur son refus de faire de faire aux Etats arabes des concessions qui permettraient la signature rapide d'un paix de compromis, on songera au profit maximum que retire l'Etat hébreu d'une situation de tension qui permet et renforce des sentiments nationalistes et, parmi les Juifs du monde, une réaction de solidarité politique et financière avec Israël. C'est un observateur israélien, Marc Hillel, aux idées sionistes parfaitement conformistes, qui écrivit il y a quelques années un livre à bien des égards équivoque mais au titre révélateur : *Israël en danger de paix*.<sup>23</sup>

### **Le sionisme contre les Juifs ?**

Devant cet ensemble de faits, il y a lieu de se demander comment il a été possible à la cause israélienne et sioniste de mobiliser les sympathies de larges fractions de l'opinion démocratique et socialiste. Il est de fait cependant qu'une idéologie foncièrement pessimiste (inéductibilité de l'antisémitisme) recueille l'approbation de milieux libéraux dont l'humanisme repose sur un optimisme au demeurant souvent superficiel ; qu'un mouvement qui a combattu les organisations ouvrières juives et non juives bénéficie du soutien de maints partis socialistes, que si les antisémites qui applaudissent à l'existence et à la politique d'Israël sont nombreux — tel Xavier Vallat, ancien commissaire vichyssois aux Affaires juives qui s'écria en 1967 « Vive Israël, mort aux youpins ! » —, ils ne le sont guère moins ceux qui, par haine du racisme antijuif, affirme leu solidarité avec l'Etat sioniste. Tant de confusions et d'ambiguïtés tiennent à une réaction typiquement *européenne* qui a voulu voir dans l'entreprise sioniste un moyen de sauver une collectivité menacée par la discrimination raciale et par l'extermination. Et il est vrai que le sionisme politique contemporain avait pour principale motivation la volonté non pas de lutter contre les antisémites mais de leur arracher leurs *victimes*. L'attitude *européenne* humanitaire a eu tendance à voir dans l'Etat d'Israël un refuge et un recours pour des hommes persécutés et il va de soi que les Israéliens ont tout fait pour exploiter à leur profit des réflexes de ce genre.

Or voici que réapparaît et se développe dans le sionisme une motivation d'un tout autre genre. Le discours sioniste, lorsqu'il s'adresse aux Juifs du monde, adopte en effet et de plus en plus, un nouveau langage. L'existence et la consolidation de l'Etat d'Israël ne sont plus exclusivement ni même principalement présentées comme une entreprise quasi humanitaire de sauvetage des persécutés, mais comme le seul moyen de lutter contre un danger plus insidieux que l'antisémitisme. Ce péril que le sionisme actuel est censé combattre, ce n'est plus la spoliation, la discrimination antijuive ou l'extermination des Juifs, mais leur *assimilation* au sein des nations où ils sont établis. S'adressant à

---

<sup>23</sup> Le journal israélien *Ma'ariv* rapporte dans son numéro du 10 novembre 1972 qu'un touriste juif américain ayant été témoin d'un combat aérien mettant aux prises des avions israéliens et syriens, décida, sous le coup de l'émotion, de verser 50.000 dollars pour contribuer à la capacité militaire aérienne d'Israël.

des Juifs américains, Golda Meir n'a-t-elle pas déclaré il y a quelques années que « c'est seulement leur immigration en Israël (qui) peut sauver les Juifs de l'assimilation ». A entendre les dirigeants des communautés juives dans le monde — réseau d'institutions ayant tous les caractères d'un « establishment » conformiste et bourgeois —, c'est en effet au péril de l'assimilation que les Juifs se trouveraient aujourd'hui confrontés. Face à des sociétés ouvertes où le racisme, sans avoir totalement liquidé sa composante antijuive, choisit ses cibles parmi les Noirs, les Nord-africains et, plus généralement, pour ce qui concerne l'Europe, dans le monde des « travailleurs immigrés », les Juifs cessent d'apparaître comme l'out-group méprisé par l'in-group mais s'intègrent au contraire dans la société globale. Ils risquent ainsi de perdre cette spécificité que la discrimination et la ségrégation antisémite symbolisées par le ghetto achevaient d'entretenir. Dans des communautés où disparaît l'homogénéité économique et culturelle et où l'antisémitisme virulent ne conduit plus au repli sur soi, les facteurs d'identité et de consolidation du groupe tendent à s'effriter. Ce ne sont plus les Juifs, comme êtres physiques, qui se trouvent menacés, mais l'« âme juive », l'« authenticité juive » livrées à l'influence délétère du milieu ambiant, de la pernicieuse assimilation.

Si l'on observe dès lors les conditions qui prévalent dans le monde juif occidental, on constatera que le sionisme prend actuellement le relais de l'antisémitisme comme facteur de renforcement du particularisme juif. Ce n'est plus tellement l'antisémite qui *fait* le Juif, c'est le « pro-Israélisme » comme phénomène relativement unificateur d'une « communauté » au sein de laquelle les processus de différenciation sociale et d'intégration culturelle progressent rapidement. Il n'y a plus à proprement parler de culture juive dans les communautés juives du monde. Ce qui tient lieu à celles-ci de ciment, c'est le regroupement autour du réseau multiforme des organisations sionistes et pro-Israéliennes. Ces dernières jouent ici un rôle perturbateur en provoquant l'intrusion de facteurs extérieurs qui entravent l'action de processus sociologiques naturels. La solidarité avec Israël et, *ultima ratio*, l'émigration vers Israël des Juifs reconnaissant enfin qu'ils ne sont pas et ne peuvent être ni Français, ni Belges, ni Américains sont au surplus systématiquement favorisées et organisées par l'Etat hébreu et par le réseau d'institutions qui, dans le monde, s'y rattachent. A cette fin, Israël se présente non seulement comme l'appareil étatique de ses propres citoyens, mais également comme le représentant des Juifs dans le monde dont il requiert plus que la sympathie : une véritable et inconditionnelle allégeance. Car le lien entretenu entre Israël et les Juifs du monde ne doit pas seulement être de nature culturelle ou sentimentale. Il est nettement et étroitement politique. Les communautés juives étant considérées, aux Etats-Unis et en Europe occidentale surtout, comme des relais actifs et obligés de la politique d'Israël, de sa diplomatie et de ses finances. En veut-on parmi beaucoup d'autres une preuve ?

Quand en 1967, les organisations sionistes en appelèrent au soutien matériel des Juifs, leur branche française proclama que « la contribution qui est exigée de chacun de nous ne constitue pas un acte de charité ; c'est un *impôt* ». L'aberration d'une entreprise fiscale menée ouvertement au nom d'un Etat étranger ne paraît pas avoir frappé ceux qui en portent la responsabilité sinon la charge.

Cette responsabilité est pourtant lourde. En systématisant, les liens politiques entre citoyens d'origine juive et un Etat dont les intérêts peuvent d'ailleurs se trouver en conflit avec ceux de tel ou tel pays où les Juifs sont établis, le sionisme tend à accréditer une thèse classique du mouvement antisémite. Ce dernier a toujours voulu voir dans les Juifs des éléments au loyalisme suspect et dont les filiations et les allégeances étrangères interdisent tout à la fois l'assimilation et l'accession au statut de citoyen à part entière. Entretenant le particularisme juif et l'allégeance envers un Etat dont les Juifs ne sont le plus souvent que des visiteurs et des bailleurs de fonds, le sionisme s'emploie ainsi à bloquer le mouvement qui porte les communautés juives à s'intégrer harmonieusement dans les ensembles nationaux ou plurinationaux dont ils font partie. Qu'une telle politique offre aux antisémites des armes qui pourraient, lorsque les circonstances s'y prêteront, sortir de l'arsenal où on les stocke, ne fait pas de doute. Qu'elle puisse, à la longue et en définitive, s'avérer des plus dangereuses pour la survie des communautés juives dans le monde ne paraît pas moins évident. C'est ainsi que le sionisme dont les Arabes de Palestine et d'ailleurs — niés, chassés et spoliés — ont été les principales victimes pourrait un jour se retourner contre ceux-là mêmes dont il prétend assurer la protection et l'épanouissement.